DIAL 2699a - Dossier : Évaluations diverses de la politique menée par le président Lula

# BRÉSIL - I. Forces et faiblesses d'une politique

dimanche 1er février 2004, mis en ligne par Dial

*Après une année d'exercice du pouvoir par le président Lula, nous présentons à nos lecteurs trois dossiers successifs leur permettant de se faire une idée des différentes évaluations qui sont faites au Brésil sur la politique suivie par le président. Le premier article met en valeur les « forces » et les « faiblesses » de cette politique ; le second exprime les critiques émanant des milieux radicaux de la gauche et le troisième, qui pourrait être intitulé « la critique des critiques de la gauche radicale » exprime pourquoi, selon l'auteur, il n'y avait pas, dans le contexte actuel, d'autre voie positive à suivre que celle choisie par le président Lula. Il est vivement recommandé de lire ces trois articles comme un tout. Le texte du premier dossier publié ci-dessous est une analyse de Mario Osava, parue dans IPS, décembre 2003.*

---

La politique économique orthodoxe, d'ajustement fiscal et monétaire plus fort que ce qui était requis par le Fonds monétaire international (le FMI), a réussi à réduire l'inflation, a stabilisé les taux de change et a équilibré les comptes courants externes.

Ainsi, le marché financier a retrouvé confiance dans l'économie brésilienne, ce qui est reflété par le rétablissement du crédit international et la réduction du « risque pays » à environ 500 points, après avoir atteint plus de 2 400 la veille des élections d'octobre 2002 qui conduisirent Lula à la présidence. Le « risque pays » évalue la perception qu'ont les investisseurs de la capacité d'un État à payer ses dettes, à partir de sa capacité à placer des bons d'État sur le marché boursier. Le calcul se base sur la comparaison avec les bons américains à long terme, dont l'achat correspond au « risque zéro ».

Les turbulences attendues en raison de l'avènement d'un gouvernement de gauche ne se sont pas produites, c'est même tout le contraire qui s'est passé. Le gouvernement est parvenu à surmonter ce qu'il appelle « l'héritage maudit » de la gestion antérieure menée par le président Fernando Henrique Cardoso (1995-2003), à savoir une inflation non contrôlée, une forte dévaluation du réal et des déséquilibres dans les comptes publics. Ce triomphe a fait du ministre des finances Antonio Palocci, un ancien militant de groupes trotskistes, l'homme fort de l'équipe de Lula.

En dépit du redressement du réal - que les critiques considèrent surévalué, au détriment des exportations -, le Brésil obtient pour cette année 2003 un excédent commercial sans précédent de plus de 24 milliards de dollars. Les exportations ont augmenté de 20% et ont atteint un montant de plus de 72 milliards.

Un tel exercice a permis au pays d'atteindre également un excédent de comptes courants (qui mesure le commerce des biens et des services ainsi que le flux des investissements), de près de 3 milliards de dollars, résultat inhabituel au cours des dernières décennies.

Mais le succès macroéconomique a eu pour contrepartie la récession économique au premier semestre, avec des indices de chômage sans précédent dans le pays et une chute de 13% du revenu des travailleurs. La « croissance spectaculaire » annoncée par Lula pour le second semestre n'a pas eu lieu. Le faible pouvoir d'achat de la population freine la consommation et rend difficile d'inverser la tendance, spécialement dans un pays où les crédits à la consommation sont taxés d'intérêts atteignant plus de 100% par an.

Cette année se terminera par une croissance du produit intérieur brut (PIB) d'à peine 0,1 à 0,2%, selon les analystes du marché financier, et cela signifie une chute du produit par habitant, étant donné que la population augmente de près de 1,4% par an.

Pour 2004, la prévision quasi unanime est que le PIB augmentera d'environ 3,5%. Mais il y a des économistes, généralement de gauche, qui pensent peu probable une telle croissance si on maintient la politique économique actuelle, ou qui la considèrent insuffisante pour faire baisser le chômage.

Lula a accédé au gouvernement avec un chômage de 10,5%, selon les chiffres de décembre 2002. Cet indicateur a rapidement augmenté jusqu'à se stabiliser entre 12,8 et 13% au cours de la période de mai à octobre, puis il a baissé à 12,2% en novembre, reflétant ainsi un niveau plus élevé de consommation en fin d'année.

Une croissance économique de 3,5% générerait seulement des emplois suffisants pour 1,5 millions de jeunes qui entrent sur le marché du travail chaque année, selon Marcio Pochmann, secrétaire municipal du travail de São Paulo.

En dépit de la dure réalité, Lula garde une popularité élevée. La dernière enquête du journal Folha de São Paulo, réalisée du 8 au 15 décembre dans tout le pays, lui attribue 42% d'évaluations « excellente » ou « bonne » et 41% de « correcte », données similaires à celles du mois de mars. Seuls 15% considèrent « mauvais » ou « médiocre » son gouvernement, contre 10% en mars.

Le président a démontré qu'il a su remarquablement entretenir les espérances qu'il a suscitées comme candidat pendant la campagne électorale l'an passé. Ces derniers jours, il a prévu une année 2004 bien meilleure pour toute la population, après une année consacrée à éliminer les « incertitudes ». Mais il est difficile de croire en un changement quelconque d'orientation de la part des responsables économiques du ministère de l'économie et de la Banque centrale, d'un conservatisme éprouvé.

La Banque centrale en est venue à baisser chaque mois depuis juin son taux de base d'intérêt, après l'avoir fait monter à 26,5% en février pour éviter que l'inflation ne dépasse l'objectif fixé avec le FMI. La semaine passée, il est tombé à 16,5%, contre 17,5% en novembre.

Les plaintes du secteur productif, spécialement des industriels qui réclamaient une réduction plus rapide des intérêts pour réactiver l'économie, n'ont servi à rien. De même n'ont pas été écoutées les analyses des économistes qui signalaient qu'une opportunité existait pour une forte baisse des intérêts depuis avril, étant donné que la récession et le faible pouvoir d'achat de la population éloignaient tout retour de l'inflation.

Cette année se termine donc par la reconnaissance du triomphe économique du gouvernement de la part des porte-parole des agents économiques et d'une bonne partie de l'opinion publique, tandis que les critiques situent exactement en ce domaine la négation des promesses et des espérances qui permirent à Lula et au Parti des travailleurs de conquérir le pouvoir politique.

---

**– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D2699a**.
**–** Traduction Dial.
**–** Source (espagnol) : IPS, décembre 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.